

Il y a eu un ou deux changements sans importance en Allemagne dans les toutes dernières semaines, mais je les aborderai pas cette fois-ci. Ils surgiront peut-être à l'interrogatoire, mais il y a la question de la Sarre qui cause certaines difficultés entre l'Allemagne et la France. La France s'occupe actuellement de la défense et des relations étrangères de la Sarre, avec laquelle elle forme une union douanière et monétaire. Mais les Allemands ont le sentiment que la Sarre devrait être partie intégrante de leur pays.

Le problème de la Sarre a créé une sérieuse difficulté en Allemagne où, le 19 avril, le parti social-démocrate a voté contre l'invitation à l'Allemagne de se joindre au Conseil de l'Europe, vu surtout que l'invitation était envoyée en même temps à la Sarre.

En dernier lieu, monsieur le président, il y a évidemment la question de Berlin.

M. CÔTÉ: Puis-je faire une observation? Serait-il possible pour l'Allemagne de devenir en quelque sorte, au point de vue économique, une puissance ayant statut de nation sans la Sarre ou avec la Sarre, région neutre?

L'hon. M. PEARSON: Je ne suis pas un spécialiste en cette matière, mais je pense que l'Allemagne peut devenir, sans la Sarre, une nation économiquement forte et viable. Cependant, la Sarre fait partie de l'Allemagne depuis sa naissance en 1870, et il serait très difficile pour l'Allemagne de l'abandonner du fait que sa population est de race germanique. D'un autre côté, la Sarre est peut-être économiquement plus nécessaire à la France qu'à l'Allemagne.

M. STICK: C'est la même vieille question. Après la dernière guerre, on a eu recours à un plébiscite pour la trancher. La France et l'Allemagne réclamaient la Sarre; on a mis la question aux voix et la population de la Sarre s'est déclarée à une majorité écrasante en faveur de l'Allemagne.

Le PRÉSIDENT: Monsieur le ministre, vous avez dit qu'après la guerre, nous avons commis des erreurs en ce qui concerne l'Allemagne. Je pense que la plus grande erreur a été commise après la première guerre, alors que les alliés étaient divisés, permettant ainsi au peuple allemand d'élire Hitler et son régime. Vous ne pouvez émettre de déclaration en tant que ministre, mais nous croyons qu'il est temps que les alliés s'unissent et mettent de l'eau dans leur vin lors de leurs négociations avec l'Allemagne.

L'hon. M. PEARSON: Cela ne fait pas de doute. Nous savons qu'il se trouvait dans les années 20 et 30, des gens désireux d'exploiter les différends entre les alliés. Il s'en trouve d'autres maintenant, encore plus redoutables, animés du même désir. Mais, cette fois, ce ne sont pas des Nazis mais des communistes russes.

Pour faire suite à cette idée, j'aimerais dire quelques mots des relations de l'Allemagne avec le Conseil de l'Europe.

M. COLDWELL: Deviez-vous répondre à la question de M. Bater concernant la population?

L'hon. M. PEARSON: La population de l'Allemagne occidentale est de 55 millions et je crois que celle de l'Allemagne orientale est un peu plus de 30 millions. M. Heeney me rappelle que 8 millions des 55 millions de la population de l'Ouest, sont des réfugiés de la zone communiste, ce qui en dit long sur ce gouvernement.

Le 31 mars, la République fédérale allemande a été invitée par le comité ministériel du Conseil de l'Europe à se joindre à lui en qualité d'État associé disposant de 18 sièges dans l'Assemblée consultative. Ce qui aurait placé l'Allemagne occidentale dans l'Assemblée sur un pied d'égalité avec la Grande-Bretagne, la France et l'Italie.